

Document Politique

Comblers l'écart : Faire progresser l'éducation des filles dans les contextes de crise et de conflit



Réseau Inter-agences
pour l'Education en
Situations d'Urgence

Le Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE) est un réseau public mondial composé de représentants d'organisations non gouvernementales, d'agences des Nations Unies, d'organismes donateurs, de gouvernements et d'institutions universitaires qui travaillent ensemble pour garantir le droit à une éducation de qualité et sûre pour toutes les personnes touchées par des crises. Pour en savoir plus, veuillez consulter le site www.inee.org/fr

Publié par

Le Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE)
a/s International Rescue Committee
122 East 42nd Street, 12th floor
New York, NY 10168
États-Unis d'Amérique

INEE © 2021

Suggestion de citation

Le Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE). (2021). *Comblent l'écart : Faire progresser l'éducation des filles dans les contextes de crise et de conflit*. New York, NY. <https://inee.org/fr/resources/comblent-lecart-faire-progresser-education-des-filles-dans-les-contextes-de-crise-et-de>

Licence

Le présent document est sous licence Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0. Il est attribué au Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE).



Image de couverture

Pakistan, 2010; IRC

Remerciements

Ce document politique a été rédigé par Ruth Naylor, auteure principale du rapport Attention à l'écart : L'état de l'éducation des filles et des femmes dans les situations de crise et de conflit. Il résume les conclusions du rapport Attention à l'écart et a été commandé par le Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE) sous l'égide du Groupe de Référence de l'INEE sur l'éducation des filles en situations d'urgence. Les constatations et les conclusions de ce document politique sont celles de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques de l'INEE.

Nous tenons à remercier le Groupe de Référence de l'INEE sur l'éducation des filles en situations d'urgence, l'Équipe de Travail de l'INEE sur le genre et d'autres personnes qui ont donné de leur temps et de leur expertise pour éclairer ce document politique. Il a été examiné par l'Union africaine - Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique, Aga Khan Foundation du Canada, Education Above All, Éducation Sans Délai, Forum for African Women Educationalists, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH, le ministère fédéral allemand pour la Coopération et le Développement économiques, Affaires mondiales Canada, Plan International Canada, Right To Play, United Kingdom Foreign Commonwealth and Development Office, Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'Unesco, Institut de statistique de l'Unesco, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Fonds international des Nations Unies pour l'enfance, Entraide universitaire mondiale du Canada et Vision du Monde Canada.

L'INEE remercie Affaires mondiales Canada pour le soutien financier apporté à ce document politique. Nous sommes reconnaissants aux agences, fondations, institutions et personnes qui apportent un soutien financier et en nature au réseau.

Le processus d'élaboration du document d'orientation a été géré par Laura Davison, coordinatrice de l'INEE pour les politiques et les partenariats, et Lauren Gerken, responsable du projet Genre de l'INEE.

La révision a été assurée par Alison McKelvey Clayson.

La conception a été réalisée par 2D Studio Ltd.

Cette traduction a été réalisée dans le cadre d'une collaboration entre Translators without Borders et l'INEE.

Table des matières

Introduction	5
Progrès	6
Écarts	8
Écarts dans l'offre	8
Écarts dans le financement et dans les mécanismes de financement	15
Écarts dans les données	17
Actions	19
Programmation	19
Politique et planification	20
Financement	21
Collecte, suivi et analyse des données	22

Introduction

Pakistan, 2011 © P Biro, IRC

Au niveau mondial, des progrès significatifs ont été réalisés dans l'élargissement des possibilités d'éducation pour les filles et les femmes au cours des dernières décennies. Cependant, des millions de filles et de femmes touchées par les crises et les conflits sont toujours laissées pour compte.

Lors du 44e sommet du Groupe des sept (G7) organisé par le Canada à Charlevoix, en juin 2018, les dirigeants de sept des plus grandes économies du monde¹ ont adopté la Déclaration de Charlevoix sur une éducation de qualité pour les filles, les adolescentes et les femmes dans les pays en développement (ci-après « la Déclaration de Charlevoix sur une éducation de qualité »), s'engageant collectivement à investir dans une formation et une éducation de qualité pour les filles et les femmes pendant les conflits et les crises, ainsi que pour les personnes réfugiées et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. La Déclaration de Charlevoix sur une éducation de qualité a constitué une étape importante pour attirer l'attention mondiale sur cette question et a généré un investissement financier historique de la part des donateurs. À Charlevoix en 2018, le Canada, l'Union européenne, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et la Banque mondiale se sont engagés ensemble à donner 3,8 milliards de dollars canadiens pour soutenir les objectifs de la Déclaration. Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies plus tard dans l'année, le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et le Qatar se sont engagés à verser 527 millions de dollars canadiens supplémentaires.

Ce document résume les constatations du rapport de suivi : Attention à l'écart : L'état de l'éducation des filles dans les contextes de crise et de conflit², qui a été commandé par le Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE) sous l'égide du Groupe de Référence de l'INEE sur l'éducation des filles en situations d'urgence. Il recommande des actions aux exécutants, aux décideurs et aux donateurs pour combler les écarts identifiés dans la prestation, la planification, le financement et le suivi de l'éducation des filles et des femmes en contextes de crise.

1 Le Canada, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni ont officiellement adopté la Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité.

2 INEE (2021) Mind the Gap: The State of Girls' Education in Contexts of Crisis and Conflict. <https://inee.org/resources/mind-gap-state-girls-education-crisis-and-conflict>

Progrès

Colombie, 2019 © Andres Brenner, IRC

Dans les années qui ont précédé la Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité, des progrès significatifs avaient déjà été accomplis pour prioriser et atteindre l'égalité des sexes dans l'éducation, accroître l'accès à l'éducation pour les populations touchées par la crise et réformer les structures d'aide humanitaire pour garantir un financement à plus long terme et plus fiable pour l'éducation en situations d'urgence. Le fait que de nombreux pays collectent et rapportent désormais des données sur l'éducation désagrégées par sexe est un grand pas en avant pour pouvoir quantifier les écarts.

Les données de 2010 à 2018 montrent que l'écart entre les sexes dans l'accès à l'éducation primaire et secondaire dans les pays touchés par la crise était en train de se réduire, en particulier au niveau secondaire.³ Au rythme actuel de progression, les filles de ces pays devraient atteindre la scolarisation universelle jusqu'au premier cycle du secondaire bien avant leurs homologues masculins, mais encore bien après l'échéance 2030 des ODD.⁴

Cependant, la pandémie de COVID-19 et les fermetures d'écoles qui en résultent présentent des risques considérables pour les filles en termes de sûreté contre les abus et la violence basée sur le genre, et leur accès continu à l'éducation et à l'apprentissage (voir encadré 1). Les indications tirées des interventions des politiques éducatives nationales à la crise de la COVID-19 indiquent qu'une attention limitée a été accordée aux obstacles supplémentaires auxquels les filles sont confrontées⁵, mettant en péril les gains réalisés au cours des dernières décennies. En extrapolant à partir de données sur les effets négatifs des crises précédentes, des estimations suggèrent que quelque 20 millions de filles en âge de fréquenter l'école secondaire pourraient être déscolarisées après la fin de la pandémie de COVID-19.⁶

3 Voir Attention à l'écart, section 4.1.

4 Voir Attention à l'écart, section 4.1.

5 Voir Attention à l'écart, section 2.4.

6 Malala Fund. (2020). Girls' education and COVID-19: What past shocks can teach us about mitigating the impact of pandemics. https://downloads.ctfassets.net/0aan5gk9rgbh/6TMYLYAcUpjhQpXLDgmdla/3e1c12d8d827985ef2b4e815a3a6da1f/COVID19_GirlsEducation_corrected_071420.pdf

Au cours du dernier lustre, la proportion de l'aide humanitaire à l'éducation est passée de 1% en 2014 à 2,9% en 2019⁷ et la proportion de l'aide au développement à l'éducation dans les pays touchés par une crise et axés sur le genre augmente également.⁸ Mais l'impact économique de la COVID-19 présente une menace sérieuse pour le montant des fonds alloués à l'éducation des filles pendant les crises, car les budgets de l'éducation nationale et de l'aide internationale sont compromis.

Encadré 1 : La fracture numérique de genre

Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les filles et les femmes ont beaucoup moins accès aux téléphones portables, à Internet, à la radio et à la télévision.⁹ Les femmes de ces pays sont, en moyenne, 10% moins susceptibles que les hommes de posséder un téléphone portable et 26% moins susceptibles d'utiliser l'Internet mobile.¹⁰ Même lorsque les femmes possèdent des téléphones portables, il existe un écart important entre les sexes dans l'utilisation ; elles sont généralement moins susceptibles que les hommes d'utiliser davantage de services transformationnels, ce qui les empêche de tirer pleinement parti de la technologie.¹¹ Les politiques qui reposent sur la technologie pour dispenser un apprentissage à domicile, notamment la radio, les téléphones portables, la télévision et Internet, risquent de faire prendre encore plus de retard aux filles dans leur éducation.

Source : Attention à l'écart section 2.4.

7 Voir Attention à l'écart, section 5.2.

8 Voir Attention à l'écart, section 5.3.

9 Naylor, R., & Gorgen, K. (2020). Overview of emerging country-level response to providing educational continuity under COVID-19: What are the lessons learned from supporting education for marginalised girls that could be relevant for EdTech responses to COVID-19 in lower- and middle-income countries? Education Development Trust and Ed Tech Hub. <https://edtechhub.org/wp-content/uploads/2020/05/marginalised-girls.pdf>

10 GSM Association. (2018). The mobile gender gap report. Gender-Based Violence AoR. <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/the-mobile-gender-gap-report-2018/>

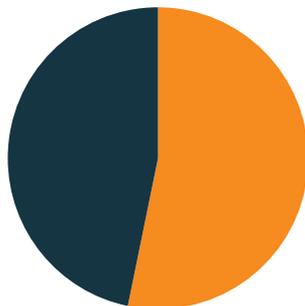
11 Ibid. pp.10-16.

ÉCARTS DANS L'OFFRE

Écarts en matière d'accès : Les filles des pays touchés par une crise sont plus susceptibles d'être déscolarisées que les filles des pays non touchés par une crise.

En 2019, on comptait 69 millions de filles déscolarisées dans les pays touchés par une crise, 24 millions dans le primaire et 45 millions dans le secondaire. Cela représente 54% des filles non scolarisées dans le monde.¹²

La plupart (54 %) des filles déscolarisées dans le monde vivent dans des pays touchés par une crise¹³



■ Les pays touchés par une crise ■ Le reste du monde

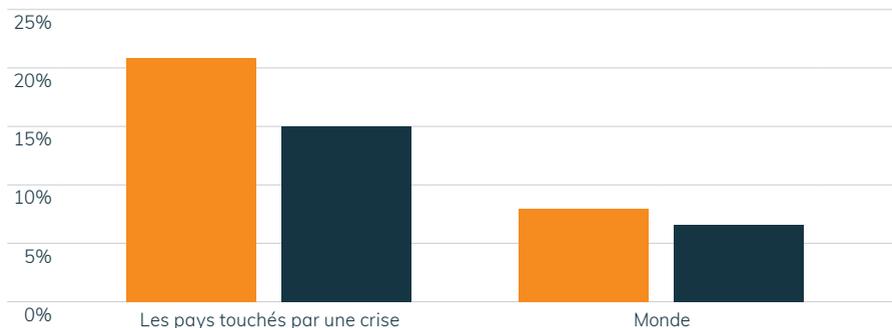
Plus d'un cinquième (21%) des filles en âge de fréquenter l'école primaire dans les pays

¹² Voir Attention à l'écart, Section 4.1 et Annexe 1 pour la méthodologie utilisée pour identifier les pays touchés par une crise (44 pays). Le chiffre de 69 millions de filles déscolarisées dans les pays touchés par une crise a été une mise à jour depuis la publication 2020 de l'INEE : (INEE). (2020). 20 Years of INEE: Achievements and Challenges in Education in Emergencies. New York, NY. <https://inee.org/fr/resources/20-ans-de-linee-realizations-et-defis-de-education-dans-les-situations-durgence>.

¹³ Voir l'annexe 1 de « Attention à l'écart » pour la méthodologie utilisée pour identifier les pays touchés par une crise (44 pays). Les statistiques de ce rapport sur les enfants et les filles déscolarisés dans les pays touchés par une crise représentent une mise à jour de la publication 2020 de l'INEE : (INEE). (2020). 20 ans de l'INEE : Réalisations et défis de l'éducation en situations d'urgence, New York, <https://inee.org/fr/resources/20-ans-de-linee-realizations-et-defis-de-leducation-dans-les-situations-durgence>.

touchés par une crise sont déscolarisées, contre 15% des garçons dans ces pays. Ces taux représentent bien plus du double des moyennes mondiales des taux de non-scolarisation dans le primaire (9% des filles et 7% des garçons dans le monde). Les filles vivant dans les pays touchés par une crise sont beaucoup moins susceptibles d'aller à l'école à quelque niveau que ce soit par rapport aux filles d'autres pays à revenu faible ou intermédiaire.¹⁴

Plus d'un cinquième (21%) des filles en âge de fréquenter l'école



primaire dans les pays touchés par la crise sont déscolarisées, contre 15% des garçons dans ces pays et 8% des enfants dans le monde

■ Taux de non-scolarisation (primaire) filles ■ Taux de non-scolarisation (primaire) garçons

Sur la base des tendances actuelles, les filles des pays touchés par une crise sont en passe d'atteindre 100% d'achèvement du primaire en 2038 et du premier cycle du secondaire en 2063. Ce pourcentage se situe bien au-delà de la cible de l'Objectif de développement durable (ODD) pour 2030. Cependant, les filles devancent les garçons, qui devraient atteindre ces objectifs en 2056 et 2101, respectivement.¹⁵ Veuillez noter que cette projection ne prend pas en compte les écarts entre les sexes qui pourraient résulter des fermetures d'écoles, depuis 2020, en raison de la COVID-19..



En s'appuyant sur les tendances actuelles, les filles vivant dans les pays touchés par une crise n'achèveront pas à 100% le premier cycle du secondaire avant au moins 2063

¹⁴ Voir Attention à l'écart, Section 4.1.

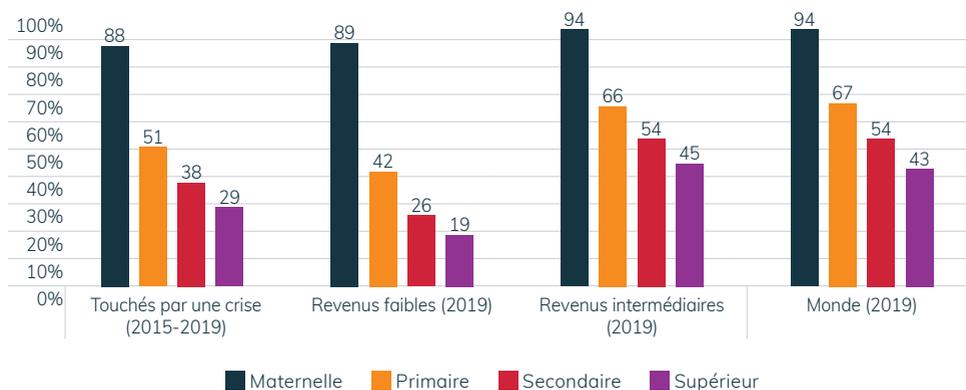
¹⁵ Les projections linéaires de l'auteur sont basées sur les taux d'achèvement moyens des femmes et des hommes dans le primaire et le premier cycle du secondaire de 2010 à 2018 dans les pays touchés par une crise.

Écart entre les sexes : Parmi les plus pauvres, les personnes handicapées et les personnes déplacées de force, l'accès des filles à l'éducation reste loin derrière celui des garçons dans les pays touchés par une crise.

Une fille en âge d'aller à l'école primaire et vivant dans un pays touché par une crise est 35% de fois plus susceptible d'être déscolarisée que les garçons de son âge.¹⁶ Dans ces pays, des écarts importants entre les sexes subsistent dans l'achèvement de l'éducation primaire et secondaire, dans l'éducation technique et professionnelle et dans l'éducation supérieure.¹⁷ Les données sur les résultats d'apprentissage dans les communautés touchées par la crise sont limitées, mais indiquent que l'apprentissage des filles est souvent inférieur à celui des garçons.¹⁸

En outre, de nombreux pays n'ont pas encore atteint la parité entre les sexes dans le recrutement et le maintien des enseignants, en particulier dans les écoles secondaires. Il s'agit d'un cercle vicieux car les faits montrent que les adolescentes vulnérables sont plus susceptibles d'achever l'école secondaire lorsqu'elles ont des enseignantes. Et réciproquement, les faibles taux de réussite des femmes contribuent aux **manques d'enseignantes** dans de nombreux pays touchés par une ou des crises et des déplacements forcés, en particulier au niveau post-primaire. Cela constitue un obstacle supplémentaire à la scolarisation et à l'accès des filles à l'école.¹⁹

Tableau 1 - Pourcentage d'enseignantes dans les pays touchés par la crise, par rapport aux PRFI et aux moyennes mondiales (2015-2019)



Source : Les moyennes affectées par une crise basées sur les dernières données pour les pays touchés par une crise (2015-2020). Extrait du 24 novembre 2020. ISU. (n.d.) ISU.Stat. <http://data.uis.unesco.org/>

16 En s'appuyant sur les estimations de l'Institut de statistique de l'Unesco (ISU) qui a utilisé les données de 2019 sur la déscolarisation dans les 44 pays touchés par la crise, fournies par l'ISU, en mars 2021.

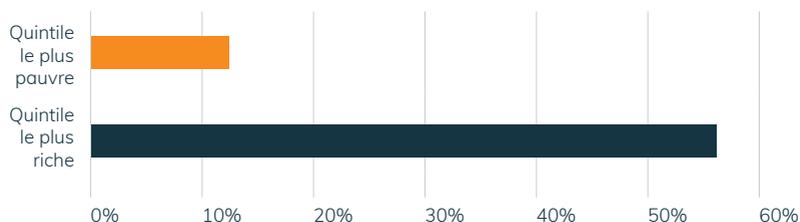
17 Voir Attention à l'écart, section 4.1. et 4.5.

18 Voir Attention à l'écart, section 4.3.

19 Voir Attention à l'écart, section 4.6.

Les filles issues des familles **les plus pauvres** des pays touchés par une crise se situent encore loin derrière. Seul un quart (25%) des filles du quintile le plus pauvre terminent le premier cycle du secondaire et seulement 11% terminent le deuxième cycle du secondaire, contre 87% et 51% pour les filles des quintiles les plus riches, respectivement.²⁰

Seuls 11% des filles du quintile le plus pauvre dans les pays touchés par une crise terminent le deuxième cycle du secondaire à l'âge théorique de l'obtention du diplôme, contre 51% dans le quintile le plus riche



Les filles confrontées à des facteurs croisés de marginalisation en raison de la pauvreté, de la race, de l'origine ethnique, de la situation géographique ou du handicap et du statut de minorité sont les plus exclues de l'éducation.²¹ **Le handicap**, lorsqu'il s'ajoute au fait d'être une fille et de se trouver en situation d'urgence, peut accroître les risques de violence basée sur le genre. Les familles peuvent penser que les enfants handicapés, les filles en particulier, doivent rester à la maison pour leur propre protection, ce qui entraîne un manque total d'accès à l'éducation pour ces filles.²²

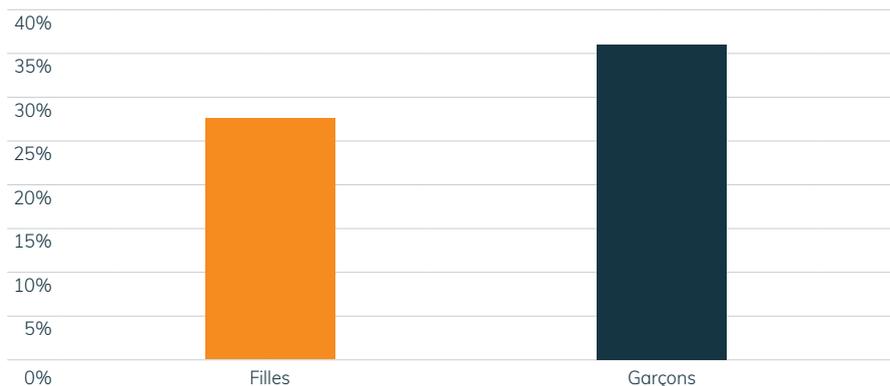
²⁰ Voir Attention à l'écart, section 4.2.

²¹ Leonard Cheshire Disability & UNGEI. (2017). Still left behind: Pathways to inclusive education for girls with disabilities. <https://www.ungei.org/publication/still-left-behind>

²² Voir Attention à l'écart, section 3.1.

Les écarts entre les sexes dans la scolarisation parmi les **populations déplacées** ont tendance à être beaucoup plus importants que ceux parmi les populations non déplacées dans les pays touchés par une crise. À l'échelle mondiale, 27% des filles réfugiées fréquentent des écoles secondaires, contre 36% des garçons. Les dernières données du HCR indiquent que si la scolarisation des garçons réfugiés dans le secondaire s'est améliorée au cours de l'année dernière, la scolarisation des filles a stagné.²³ Les données de l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) en Afrique de l'Est indiquent que les écarts entre les sexes dans la scolarisation sont plus élevés que les moyennes nationales et peuvent augmenter en raison du déplacement forcé.²⁴

36% des garçons réfugiés sont dans des écoles secondaires, contre 27% des filles



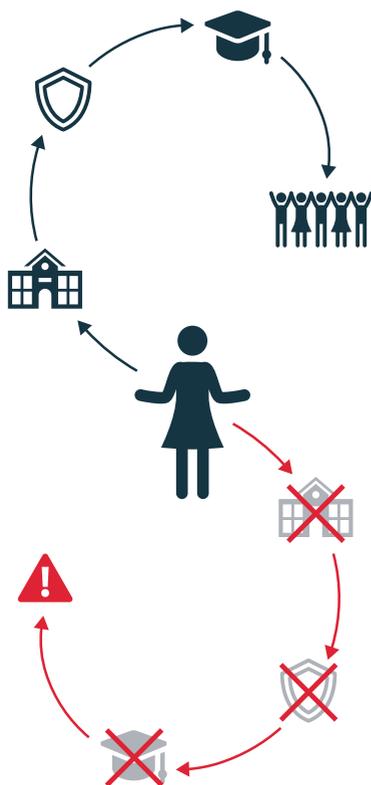
23 Voir Attention à l'écart, section 4.4 et UNHCR. (2020a). Coming together for refugee education. Education Report 2020. <https://www.unhcr.org/uk/publications/education/5f4f9a2b4/coming-together-refugee-education-education-report-2020.html>

24 Voir Attention à l'écart, section 4.4 et IDMC. (2020b). The impacts of internal displacement on education in Sub-Saharan Africa. Background paper prepared for the 2020 Global Education Monitoring Report, Inclusion and education. <https://www.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/2020%20background%20paper%20FINAL%20IDMC.pdf>

Écarts de protection : Un écart temporaire dans l'accès à l'éducation pendant les crises rend les filles vulnérables à la violence et aux abus, et peut entraîner un décrochage permanent.

L'éducation est un droit fondamental. Elle protège également d'autres droits. Aller à l'école réduit mais n'élimine pas la vulnérabilité des filles à la violence basée sur le genre. Les filles scolarisées sont moins susceptibles de subir des pratiques néfastes, telles que les mutilations génitales féminines, le mariage des enfants et la traite. Mais les crises peuvent empêcher l'accès à l'éducation des filles, entraînant une perte de protection et un abandon scolaire éventuel (voir le tableau 2).

Tableau 2 : L'éducation et la protection des filles constituent un cercle vertueux qui peut devenir une spirale négative s'il est rompu par une situation d'urgence



L'éducation et la protection des filles se renforcent mutuellement, entraînant des résultats positifs pour l'ensemble de la société. Elles grandissent pour devenir des citoyennes productives et informées protégeant les droits des autres.

Les situations d'urgence empêchant l'accès à l'éducation des filles déclenchent une spirale descendante de perte de protection et d'abandon scolaire permanent, rendant les filles et les sociétés dans lesquels elles vivent moins résilientes aux futures crises. Elles deviennent vulnérables à la violence et aux pratiques dangereuses et ne peuvent plus exercer leurs droits en tant que femmes autonomes et informées.

Les crises entraînent souvent une augmentation accrue de grossesses précoces, de mariages d'enfants et d'autres formes de pratiques dangereuses et de violence à l'égard des femmes et des filles. L'augmentation de ces menaces entraîne des taux élevés d'abandon scolaire chez les filles.²⁵ La plupart des pays touchés par une crise ont supprimé les restric-

²⁵ Voir « Attention à l'écart » section 3.1.

tions légales concernant la scolarisation des filles enceintes, des modifications récentes ont notamment été apportées à la loi au Burundi, au Mozambique et au Zimbabwe. Néanmoins, des obstacles subsistent souvent au niveau de la communauté.²⁶

Bien que l'éducation doive protéger les droits des filles, les situations où les filles ne sont pas en sûreté à l'école sont encore trop nombreuses. Les taux de violence basée sur le genre à l'école, notamment le « sexe en échange de notes », le viol perpétré par les professeurs et les abus sur le trajet de l'école, sont élevés dans de nombreux pays touchés par la crise. Les filles et les enseignantes restent exposées au risque d'attaques ciblées sur la base de leur sexe.²⁷

Les programmes d'éducation alternative (voir Encadré 2) peuvent être un moyen particulièrement efficace de soutenir l'éducation des filles dans les contextes où des préoccupations de sûreté, surtout la peur de la violence sexuelle et le travail non rémunéré que les filles sont obligées de faire à la maison, rendent difficile l'accès des filles à l'éducation formelle. Cependant, pour que les programmes d'éducation alternative aient un impact durable ou soient viables pendant une crise prolongée, ils doivent être validés et intégrés dans les politiques et systèmes nationaux de l'éducation.²⁸ Les filles ont également besoin de temps, de mentorat, de supports d'apprentissage et d'accès à l'internet pour apprendre, faire leurs devoirs, rédiger leurs travaux et passer des examens.

Encadré 2 : Exemples d'éducation alternative pour les filles dans des contextes de crise et de déplacement

Les programmes d'éducation accélérée sont flexibles, appropriés à l'âge des filles et menés selon un calendrier accéléré. Ils peuvent donner aux adolescentes et aux jeunes femmes qui ont manqué l'éducation primaire l'occasion de rattraper leurs études.²⁹

À Cox's Bazar, les filles rohingyas réfugiées sont six fois moins susceptibles de fréquenter un centre d'apprentissage provisoire que leurs pairs masculins à cause des normes socio-culturelles enracinées qui restreignent la liberté et la mobilité des adolescentes. L'UNICEF et son partenaire local CODEC ont fourni un espace aux membres de la communauté pour piloter un modèle d'éducation pour des « sessions réservées aux filles. » Au cours de ces sessions, les filles sont encouragées à construire leurs réseaux sociaux et elles reçoivent un soutien émotionnel, un mentorat et des compétences critiques en matière d'alphabétisation et de résolution de problèmes.

En Afghanistan, la mise à disposition de **l'éducation communautaire** a été une stratégie essentielle visant à améliorer l'accès des filles à l'éducation dans les régions rurales et éloignées, en fournissant des supports d'apprentissage pour les enfants qui n'ont aucun accès à la télévision ou à l'éducation mobile. Ces centres se sont révélés particulièrement résilients pendant la crise de COVID-19.

Source : Attention à l'écart, section 2.3, étude de cas 8 (Cox'S Bazar) et étude de cas 4 (Afghanistan).

26 Voir « Attention à l'écart » section 2.2.

27 Voir Attention à l'écart, section 3.2.

28 Voir Attention à l'écart, section 2.3.

29 Groupe de Travail sur l'éducation accélérée. (2017). Guide to the accelerated education principles. UNHCR. <https://inee.org/resources/accelerated-education-guide-principles>

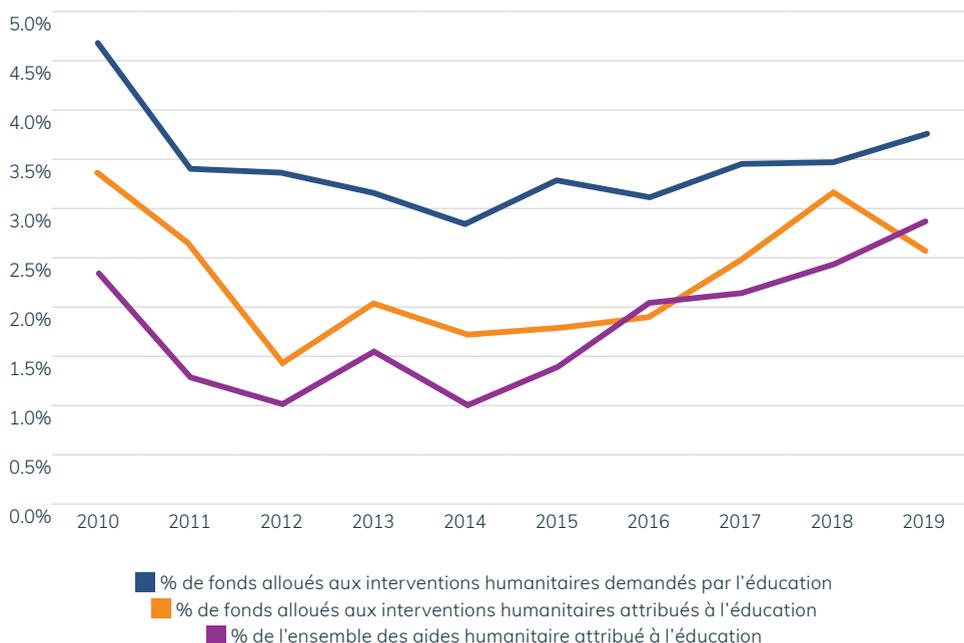
ÉCARTS DANS LE FINANCEMENT ET DANS LES MÉCANISMES DE FINANCEMENT

Déficits de financement : Le financement national et international de l'éducation des filles et des femmes en situations de crise demeure trop faible.

Les gouvernements nationaux des pays touchés par la crise n'atteignent pas les objectifs de dépenses sur l'éducation établis par la Déclaration Incheon, qui a été adoptée au Forum mondial sur l'éducation en 2015, en dépensant 3,7% de leur produit intérieur brut sur l'éducation contre un objectif de 5%. Moins d'une poignée de pays atteignent en partie ou complètement l'objectif.³⁰

Bien que la proportion de l'aide humanitaire allant à l'éducation soit montée de 1,0% en 2014 à 2,9% en 2019, les déficits de financement demeurent grands et moins d'une moitié de l'ensemble des appels a été financée. Il y a également un degré élevé d'imprévisibilité dans la proportion des appels portant sur l'éducation qui seront financés.³¹

Graphique 3 : Proportion de l'aide humanitaire à l'éducation, 2010-2019



Source : OCHA. (2020). Plans d'appel et d'intervention. Service de surveillance financière. <https://fts.unocha.org/appeals/overview/2020>. Consulté le 8 octobre, 2020.

30 Voir Attention à l'écart, section 5.1.

31 Voir Attention à l'écart, section 5.2.

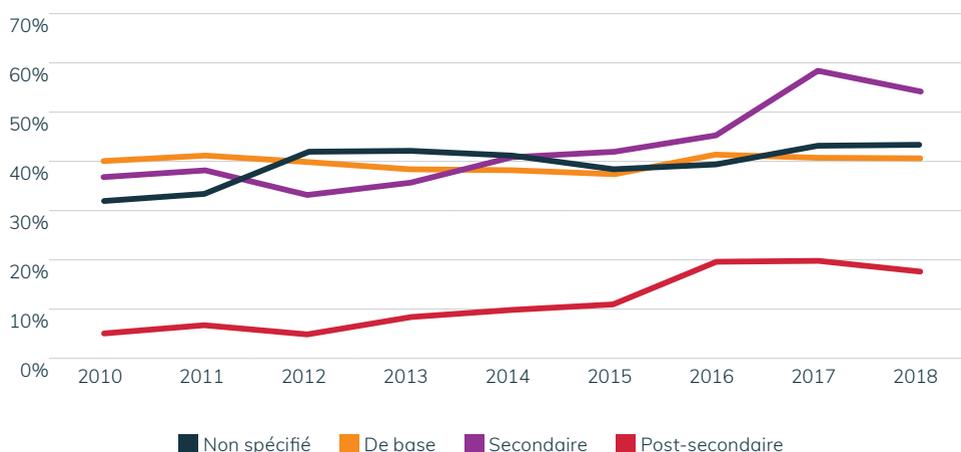
Le suivi du financement total de l'éducation des filles en situations d'urgence et de crise prolongée est une tâche difficile à cause du manque de fonds nationaux et des insuffisances dans les mécanismes de signalement de l'aide internationale. Par exemple, il n'existe pas encore de données permettant de déterminer la part des financements, qu'ils soient nationaux ou internationaux, qui sont spécifiquement destinés à soutenir l'éducation des filles en cas de crise.

Écart dans la transparence de l'aide : Le suivi du financement mondial de l'éducation des filles et des femmes en situations de crise est difficile et nécessite de modifier la manière dont l'aide internationale est rapportée.

Les systèmes internationaux d'aide humanitaire et de financement du développement suivent les dépenses d'éducation de manières différentes. Cela rend difficile le suivi des flux de l'aide à l'éducation aux populations touchées par une crise. Les systèmes de suivi financier de l'aide humanitaire³² ne comprennent pas toujours des critères de sexe, il n'est donc pas possible d'estimer la proportion de cette aide qui est destinée à l'éducation des filles et des femmes.

Le suivi financier de l'aide au développement à l'éducation³³ comprend un critère sexospécifique, mais il n'est pas possible de savoir, à partir des systèmes de rapport actuels, la proportion de cette aide qui est destinée aux populations touchées par une crise au sein des pays.³⁴

Graphique 4 - Proportion de l'aide au développement ciblant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 2010-2018



Source : OCDE Système de notification des pays créanciers de l'OCDE.
<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1> Consulté le 10 octobre, 2020.

32 Attention à l'écart utilise les données du Service de surveillance financière du Bureau pour la coordination de l'aide humanitaire des Nations unies.

33 Attention à l'écart utilise les données du Système de notification des pays créanciers de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

34 Voir Attention à l'écart, section 5.

ÉCARTS DANS LES DONNÉES

Écarts dans les données sur les vulnérabilités croisées : Les données désagrégées par sexe et par d'autres formes de vulnérabilité font défaut, ce qui conduit à l'exclusion.

Les données sur l'éducation désagrégées en fonction d'autres formes de vulnérabilités qui se recoupent avec le sexe, comme l'âge, la géographie, l'origine ethnique, la race, la religion et le handicap, sont rarement disponibles dans les contextes de crise. Ces populations qui ne sont pas incluses dans les données sont souvent celles qui risquent le plus de ne pas avoir accès à l'éducation, qui sont trop souvent négligées et qui sont exclues de la programmation et de l'élaboration des politiques.

Les données désagrégées par sexe et par âge sur l'éducation en situation de déplacement forcé, en particulier pour les populations déplacées internes, représentent une lacune majeure (voir Encadré 3). Des millions de filles qui vivent dans des situations de déplacement forcé ne figurent peut-être pas dans les données disponibles sur la scolarisation et l'apprentissage.³⁵

Encadré 3 : Nécessité de développer des mesures communes pour les groupes vulnérables

Les données relatives à l'éducation des **populations déplacées internes (PDIP)** sont collectées et communiquées par certains systèmes nationaux de données sur l'éducation et par les évaluations des besoins humanitaires. Pourtant, le signalement est fragmenté. Des méthodologies différentes et un manque de consensus sur la meilleure façon d'identifier les personnes intérieurement déplacées rendent difficiles les efforts de regroupement et de comparaison des données. Ce manque de consensus contribue au manque de données disponibles sur l'éducation nationale et mondiale des personnes intérieurement déplacées. (Shephard et al., 2021).

La collecte de données sur **le handicap** a dû relever des défis semblables par le passé. Le Groupe de Washington sur les statistiques relatives au handicap a été créé en 2001 afin de dégager un consensus sur l'élaboration de mesures vis-à-vis du handicap adaptées aux recensements et aux enquêtes. Ses séries de questions sont désormais largement utilisées et elles ont été intégrées dans des sources de données nationales relatives à l'éducation, notamment les Enquêtes démographiques et de santé (EDS) et les Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS).

Sources : Shephard, D., Buckner, E., Smiley, A., et Hatch, R. (2021) Cartographie de l'écosystème des données sur l'éducation pour les personnes déplacées au Moyen-Orient et au-delà : Problèmes, défis et recommandations. Middle East Education Research, Training, and Support (MEERS), USAID. <https://www.eccnetwork.net/sites/default/files/media/file/Mapping%20the%20Ecosystem%20of%20Education%20Data%20for%20IDPs.pdf>

Groupe de Washington sur les statistiques relatives au handicap : www.washingtongroup-disability.com

35 Voir Attention à l'écart, section 4.4.

Écart dans les domaines de l'apprentissage et de la sûreté : Les données relatives aux résultats d'apprentissage et à la sécurité à l'école pour les filles et les femmes en situations de crise sont insuffisantes

Les données sur les résultats d'apprentissage des filles, bien que plus présentes au niveau du projet, ne sont toujours pas largement disponibles au niveau national sous des formes qui permettent de suivre les progrès et de faire la distinction entre filles et garçons, et entre les personnes qui sont directement touchées par des crises et celles qui le sont moins.³⁶ L'encadré 4 présente un exemple d'une initiative qui rend disponibles ces données au niveau du projet.

Les systèmes de collecte de données sur la violence dans les écoles, en particulier la violence basée sur le genre, et les attaques contre les établissements éducatifs sont en cours de développement, mais ne sont pas encore suffisamment établis pour fournir des estimations fiables et comparables des taux de prévalence dans la plupart des pays touchés par la crise.³⁷ La Déclaration sur la sécurité dans les écoles et les rapports de la Coalition mondiale pour protéger l'éducation contre les attaques (GCPEA) sont devenus des mécanismes importants pour répondre aux attaques contre les écoles³⁸ et pour attirer l'attention de la communauté internationale sur le problème.

Encadré 4 : Évaluations de l'apprentissage dirigé par les citoyens dans un contexte de réfugiés

UWEZO, un programme d'évaluation de l'apprentissage dirigé par les citoyens, a mené une évaluation dans les zones d'installation des réfugiés dans le nord de l'Ouganda. Ils ont constaté que plus de 90% des enfants en CE2 étaient incapables de lire, de comprendre et de diviser. Les résultats étaient aussi faibles pour les enfants réfugiés que pour les enfants non-réfugiés. L'évaluation a également noté des différences entre les sexes dans les résultats d'apprentissage entre les réfugiés et les non-réfugiés. Dans la plupart des cas, ces différences étaient en faveur des garçons.

Source : Uwezo. (2018). Nos enfants apprennent-ils ? Évaluation de l'apprentissage de Uwezo dans un contexte de réfugiés en Ouganda. Twaweza, Afrique de l'Est. <https://learningportal.iiep.unesco.org/en/library/are-our-children-learning-uwezo-learning-assessment-in-refugee-contexts-in-uganda>

36 Voir Attention à l'écart, section 4.3.

37 Voir Attention à l'écart, section 3.2.

38 La Déclaration sur la sécurité dans les écoles est un accord politique intergouvernemental qui établit l'engagement des signataires à renforcer la protection de l'éducation contre les attaques et à limiter l'utilisation des écoles et des universités à des fins militaires. GCPEA (2020). Approbation de la déclaration sur la sécurité dans les écoles. <https://ssd.protectingeducation.org/endorsement/>

Actions



Colombie, 2019 © Marcela Olarte, NRC

PROGRAMMATION

- Tous les programmes doivent inclure des stratégies tenant compte de la dimension du genre afin de garantir que les droits des filles soient protégés et que les filles aient accès à des opportunités d'apprentissage avant, pendant et après une crise.
- Les interventions nationales et internationales en matière d'éducation en temps de crise, comme la pandémie de COVID-19, doivent tenir pleinement compte des risques et des obstacles supplémentaires à l'apprentissage auxquels font face les filles.³⁹
- Les politiques et programmes nationaux et internationaux doivent maintenir l'inclusion des filles touchées par les conflits dans les systèmes nationaux et formels d'éducation et de formation comme un objectif principal. Pour cela, il faut soutenir les systèmes éducatifs nationaux afin d'accroître leurs capacités, leur flexibilité et leur capacité de résilience face aux crises.
- En parallèle du renforcement de ces capacités, la communauté internationale, la société civile et les gouvernements doivent travailler ensemble pour fournir une éducation alternative innovante qui donne aux filles et aux femmes l'accès à un apprentissage certifié, avec des voies pour continuer dans le système officiel d'éducation et de formation à l'avenir.
- Dans les situations de crise, l'éducation doit veiller à ce que les plans et les programmes de retour à l'école apportent un soutien supplémentaire aux filles les plus marginalisées, notamment celles qui ont manqué d'apprentissage et celles qui sont mariées, enceintes ou en charge d'un enfant.
- Il convient de renforcer la programmation intersectorielle afin de s'attaquer aux multiples obstacles sexospécifiques à l'éducation des filles dans les situations de crise, tels que le manque d'accès à la technologie d'apprentissage à domicile, le travail domestique et les soins, les grossesses précoces, les mariages d'enfants, la violence sexiste et d'autres formes de pratiques néfastes et de violence à l'égard des femmes et des filles.

39 Voir, par exemple, INEE (2020) COVID-19: Gender and EiE - Key Points to Consider <https://inee.org/blog/covid-19-gender-and-eie-key-points-consider>

- Les systèmes éducatifs doivent être renforcés afin de garantir que tous les enfants handicapés, y compris les filles, puissent accéder à une éducation de qualité. Cela implique de développer des plans sectoriels d'éducation inclusive (en commençant par l'éducation de la petite enfance) qui prévoient un budget pour l'inclusion et contiennent des objectifs spécifiques pour les filles handicapées.⁴⁰

POLITIQUE ET PLANIFICATION

- Les décideurs politiques et les gouvernements doivent garantir un retour à l'école en toute sûreté et empêcher que les filles ne perdent davantage d'apprentissage pendant et après la Covid-19 en s'attaquant aux impacts économiques sexospécifiques de la pandémie, en soutenant et en développant des programmes qui donnent la priorité à des cours de rattrapage entièrement accessibles, en répondant aux besoins en matière de santé mentale et de bien-être, et en accélérant les efforts visant à atténuer ou à combler la fracture numérique pour les plus marginalisés.⁴¹
- Les gouvernements, les donateurs et les décideurs politiques doivent développer, financer et mettre en place des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs pour les enfants de toutes les identités de genre.⁴²
- Les gouvernements et les décideurs politiques doivent inclure une plus grande attention au genre dans les politiques et programmes d'éducation dans les contextes de crise. Cela pourrait inclure une budgétisation et une planification sectorielle tenant compte de la dimension de genre.
- Les acteurs nationaux et internationaux doivent renforcer la capacité à long terme des systèmes éducatifs nationaux à répondre aux chocs.
- Les gouvernements nationaux et les acteurs humanitaires doivent donner la priorité au rétablissement de l'accès des filles et des femmes à une éducation et une formation sûre et de qualité dans le cadre des interventions initiales aux crises, en réduisant au minimum la durée pendant laquelle elles restent privées de cet accès.
- Les politiques et les plans d'éducation des réfugiés doivent inclure des stratégies explicites visant à garantir que davantage de filles et de femmes puissent accéder à l'éducation et à la formation.
- Les gouvernements doivent intégrer l'éducation alternative dans les politiques éducatives nationales afin que l'apprentissage des élèves soit reconnu et certifié, et que des voies de (ré-)entrée dans le système éducatif formel soient établies.
- Les acteurs internationaux et nationaux doivent accorder la priorité à l'examen et au suivi de la protection juridique et politique qui s'attaque aux obstacles structurels et aux normes de genre qui empêchent les filles d'accéder à l'éducation et de la terminer. Cela inclut la protection juridique du droit de toutes les filles à accéder gratuitement à l'éducation primaire et secondaire, y compris celles qui sont enceintes et celles qui élèvent leurs enfants, ainsi que la protection juridique contre le mariage des enfants.

40 Aussi, les actions de cette section s'inspirent et développent le document de position du Groupe de travail du G7 sur le plaidoyer en matière d'éducation, 5-10-25 : 5 ans pour réaliser 10 actions pour mettre l'éducation des filles sur les rails d'ici 2025. Veuillez consulter le site <https://sendmyfriend.org/wp-content/uploads/2021/03/G7-Education-Working-Group-5-10-25-Document.pdf>

41 Ibid.

42 Ibid.

- Il convient de renforcer les cadres juridiques visant à prévenir la violence dans les écoles et de mettre en place des systèmes de sauvegarde permettant de signaler, d'éloigner et de condamner les auteurs de violence basée sur le genre en milieu scolaire.

FINANCEMENT

- Tous les flux de financement soutenant l'éducation dans des contextes de crise, qu'ils soient internationaux ou nationaux, humanitaires ou de développement, doivent être sensibles aux questions de genre.
- Les donateurs doivent continuer à donner la priorité au financement humanitaire, car encore moins de la moitié des demandes d'appel humanitaire pour l'éducation sont satisfaites.
- Les dépenses nationales doivent augmenter de 36% pour que les pays touchés par la crise atteignent les objectifs minimaux de dépenses d'éducation par rapport au PIB. En vue d'atteindre l'objectif relatif à la proportion des dépenses publiques, les dépenses nationales doivent augmenter de 27%.⁴³
- Le critère du genre pour le financement humanitaire de l'éducation doit devenir obligatoire et les données doivent être incluses dans le service de suivi financier de l'OCHA. Cela permettrait d'estimer la part de l'aide humanitaire allouée à l'éducation des filles et des femmes.
- Le système de notification des pays créanciers de l'OCDE doit être révisé en vue de combler le manque d'informations sur le montant de l'aide au développement destinée aux populations touchées par la crise dans les pays. Cela pourrait inclure l'examen de la question de savoir si l'utilisation du code volontaire pour le financement de l'éducation en situations d'urgence, introduit en 2018, doit devenir obligatoire ou pas.
- Les donateurs doivent consacrer les politiques et le financement nécessaires à la mise en œuvre complète de la Déclaration de Charlevoix d'ici 2025, et à l'affectation des fonds de l'ESU à des programmes conçus pour obtenir des résultats d'apprentissage pour les filles et les garçons de manière égale.⁴⁴
- Des fonds dédiés doivent être mis à disposition pour soutenir l'éducation des filles dans les contextes où les filles restent significativement derrière les garçons en matière d'accès à l'éducation, comme les filles réfugiées, les filles déplacées internes, les filles handicapées et les filles issues des ménages les plus pauvres. Il pourrait s'agir de fonds mondiaux dédiés ou de financements systémique qui dépendent des résultats nationaux démontrant un accès et un niveau d'apprentissage accru pour les filles touchées par une crise.

⁴³ Voir Attention à l'écart, section 5.1.

⁴⁴ Document de Position du Groupe de Travail sur le plaidoyer en matière d'éducation du G7, 5-10-25 : 5 ans pour mettre en œuvre 10 actions pour mettre l'éducation des filles sur la bonne voie d'ici 2025. <https://sendmyfriend.org/wp-content/uploads/2021/03/G7-Education-Working-Group-5-10-25-Document.pdf>

COLLECTE, SUIVI ET ANALYSE DES DONNÉES

- Les systèmes de données nationaux, avec le soutien de la communauté internationale de donateurs, doivent inclure des données sur l'accès à l'éducation et à l'apprentissage des populations touchées par la crise, y compris les personnes déplacées internes et les réfugiés.
- Les systèmes nationaux de données sur l'éducation, les évaluations des besoins humanitaires et les systèmes de suivi des programmes doivent, au minimum, collecter et rapporter des données désagrégées par sexe, âge et handicap.
- La communauté internationale doit envisager de soutenir une agence multilatérale unique pour harmoniser la collecte de données sur les populations déplacées internes.
- Les partenaires de développement doivent aider les gouvernements à veiller à ce que les évaluations nationales des apprentissages incluent les populations touchées par une crise et soient désagrégées par sexe, âge, statut du déplacement forcé, lieu et autres critères d'exclusion.
- Les programmes d'éducation ciblant les populations touchées par la crise doivent collecter et publier des données sur les résultats d'apprentissage des filles et des garçons, désagrégées par sexe.
- La communauté internationale doit continuer à soutenir et à investir dans le développement d'un suivi coordonné de la violence basée sur le genre en milieu scolaire.
- La communauté internationale doit continuer à soutenir le suivi régulier des attaques contre les établissements scolaires.
- Tous les acteurs doivent consacrer des ressources au renforcement des capacités en matière de collecte, de suivi et d'analyse des données, et en faire une priorité, afin d'atteindre les objectifs susmentionnés.

Le rapport complet **Attention à l'écart** est disponible sur le site <https://inee.org/resources/mind-gap-state-girls-education-crisis-and-conflict>



**Réseau Inter-agences
pour l'Education en
Situations d'Urgence**